

COMMUNIQUE DE PRESSE

La DGCCRF enterrée, ses agent-es désabusé-es

Solidaires CCRF & SCL, 1^{er} syndicat à la Direction Générale de la Concurrence et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) a appris à la lecture du Journal Officiel de ce jour, la mise à disposition de notre administration au bénéfice du Ministre de l'Agriculture et ce à compter du jour même. Cette décision arbitraire annonce le dépeçage à venir de cette direction dont le personnel est chargé de la protection du consommateur.

Ce matin, sont sortis au JO, les décrets d'attribution des ministres, et à notre grande stupéfaction, nous avons appris que le ministre de l'agriculture disposait de la direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes pour ses attributions dans le domaine de la police unique chargée des contrôles de la sécurité alimentaire.

Depuis le 11 mai 19 heures, les agents de la DGCCRF savaient qu'une partie de la sécurité sanitaire des aliments passait sous l'autorité du ministère de l'agriculture.

A présent, ce sont une partie des agents de la DGCCRF, voire une très grande partie qui pourraient être sous la main mise du MASA.

Encore hier soir, notre syndicat était reçu par la Secrétaire Générale du ministère et la Directrice Générale de la DGCCRF qui se voulaient rassurantes sur le devenir de la DGCCRF, de ses missions et surtout des agent-es : 60 postes transférés sans aucune obligation de suivre les missions ni mobilité géographique et une mise en place au 1^{er} janvier 2023 avec des négociations à venir sur le périmètre exact des missions transférées.

DGCCRF et SCL sacrifiés au détriment des consommatrices et consommateurs

Solidaires CCRF et SCL dénonce encore une fois les décisions prises et les conséquences :

- Pour la DGCCRF, qui sert de bouc émissaire après les défaillances répétées (et bien peu dénoncées par le pouvoir politique) de géants de l'industrie agro-alimentaire. L'action de la DGCCRF n'a pourtant pas été mise en cause après ses défaillances : elle a fait ce qu'il fallait avec les moyens dont elle disposait !
- Pour le SCL, réseaux de laboratoires certifiés rattaché à Bercy, qui devrait perdre l'essentiel de ses analyses dans le domaine alimentaire. Un laboratoire pourtant montré en exemple à chaque crise pour la recherche de non conformités (notamment pour Buitoni et Kinder !) et la mise en place de méthodes d'analyses innovantes : espèce animale pour les « lasagnes de cheval », détection d'oxyde d'éthylène dans les graines de sésame et autres aliments, de Fipronil dans les œufs par exemple.
- Pour le service public, puisque la sécurité des aliments sera désormais coupée de la recherche de fraudes, alors même que tous les scandales alimentaires ont bien montré que leur cause résidait dans la recherche des profits... et constituait également des fraudes économiques !
- Pour les consommateurs et les consommatrices, puisque le MASA évoque déjà la mise en place de délégation vers le secteur privé des Plans de Surveillance / Plan de Contrôle. La phase suivante sera l'externalisation des contrôles au stade de la remise directe au consommateur : restauration, boucheries, boulangeries, hyper et supermarchés... Les récents scandales sanitaires ayant démontré l'efficacité de l'auto-contrôle !!!

Contacts : Roland GIRERD 06.89.56.20.69 / Emmanuel Paillusson 06.66.28.91.92



Solidaires Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes
et Service Commun des Laboratoires
93 bis rue de Montreuil 75011 Paris – 01.43.56.13.30- 06.66.28.91.92
solidaires@dgccrf.finances.gouv.fr – www.solidaires-ccrf-scl.org